



**Atelier sur la question des migrations au Maroc Ministère
de l'Emploi et de la Formation professionnelle et
Organisation Internationale du Travail**

**MARCHE DE L'EMPLOI,
MIGRATION ET DEVELOPPEMENT**

Mohamed Khachani



AMERM

Université Mohammed V Agdal

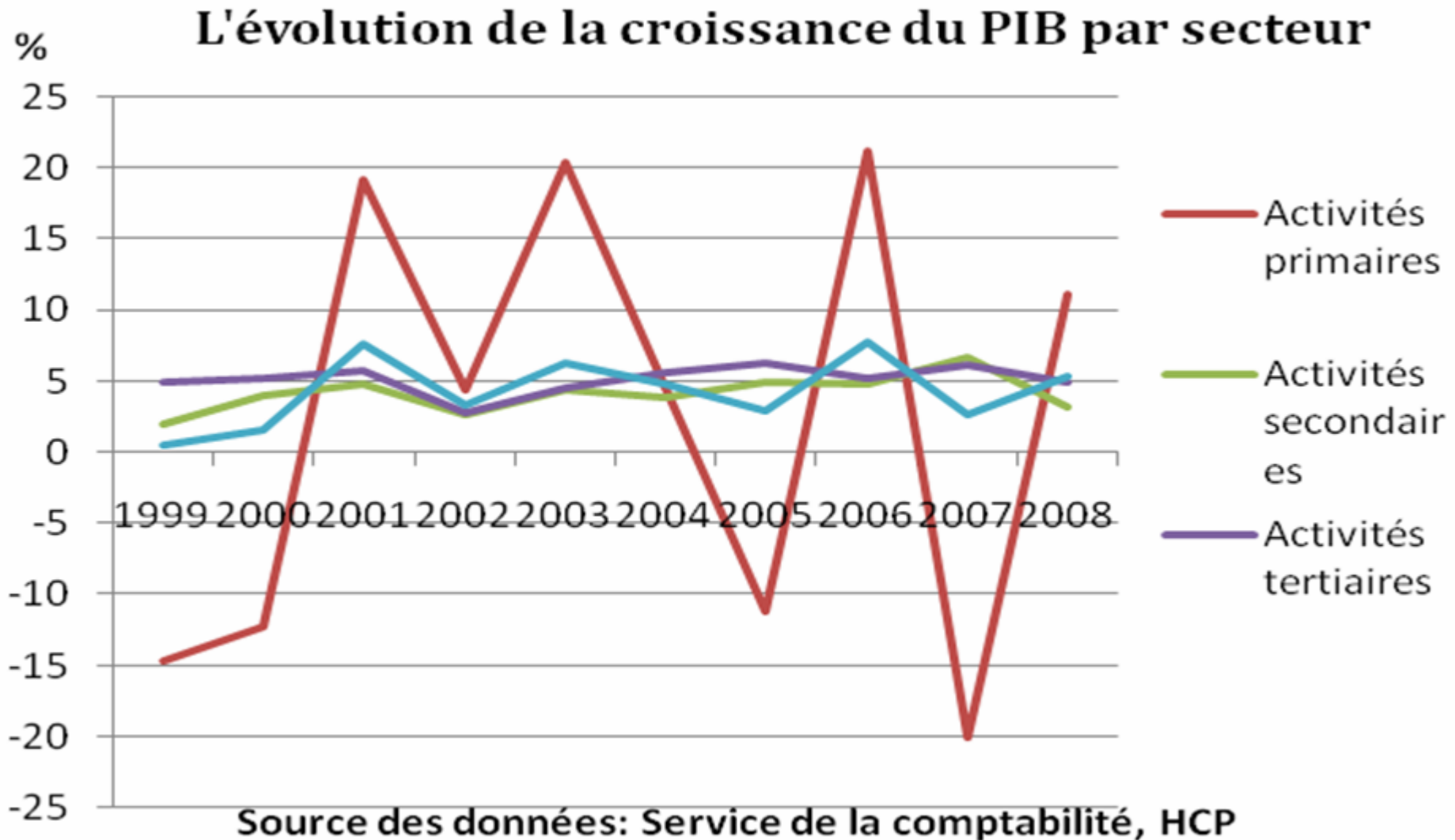
- La migration un phénomène sociétal au Maroc.
- Le schéma explicatif du phénomène est assez complexe. La persistance d'une forte propension à émigrer s'explique par divers facteurs qui entretiennent, en dépit d'une politique d'immigration très restrictive, une pression migratoire vers les pays de l'Union Européenne.
- Parmi ces facteurs la dimension économique et son corollaire la question de l'emploi jouent un rôle important dans l'incubation du projet migratoire.

- L'examen de cette question renvoie à une problématique à plusieurs niveaux :
- (i) le marché de l'emploi,
- (ii) : un état des lieux de la migration au Maroc,
- (iii) Les effets de la migration sur la société marocaine

➤ I- La problématique de l'emploi

- La question de l'emploi renvoie à une série d'interrogations que nous essayerons d'examiner à travers l'analyse:
- du contexte économique,
- des déterminants démographiques,
- des déficits d'offre d'emplois sur le marché du travail et
- la politique d'emploi.

1- Une croissance volatile dans un contexte économique soumis à la mondialisation



- La situation économique qui prévaut au Maroc demeure caractérisée par une conjoncture difficile, celle-ci est marquée notamment :
- **(i)- par une récurrence des années** de sécheresse, par une instabilité de la croissance qui n'arrive pas à s'autonomiser par rapport à l'agriculture.
- Cette importance du secteur agricole s'explique, outre le fait qu'il représente une part non négligeable du PIB : 11,2% en 2007 (15,5% en 2003), il emploie plus de 42% de la population active totale.
- **(ii)- par le désengagement progressif mais soutenu de l'État.** Dans ce contexte, la logique économique qui prévaut est celle des trois D : décroïsonnement, déréglementation, désintermédiation.

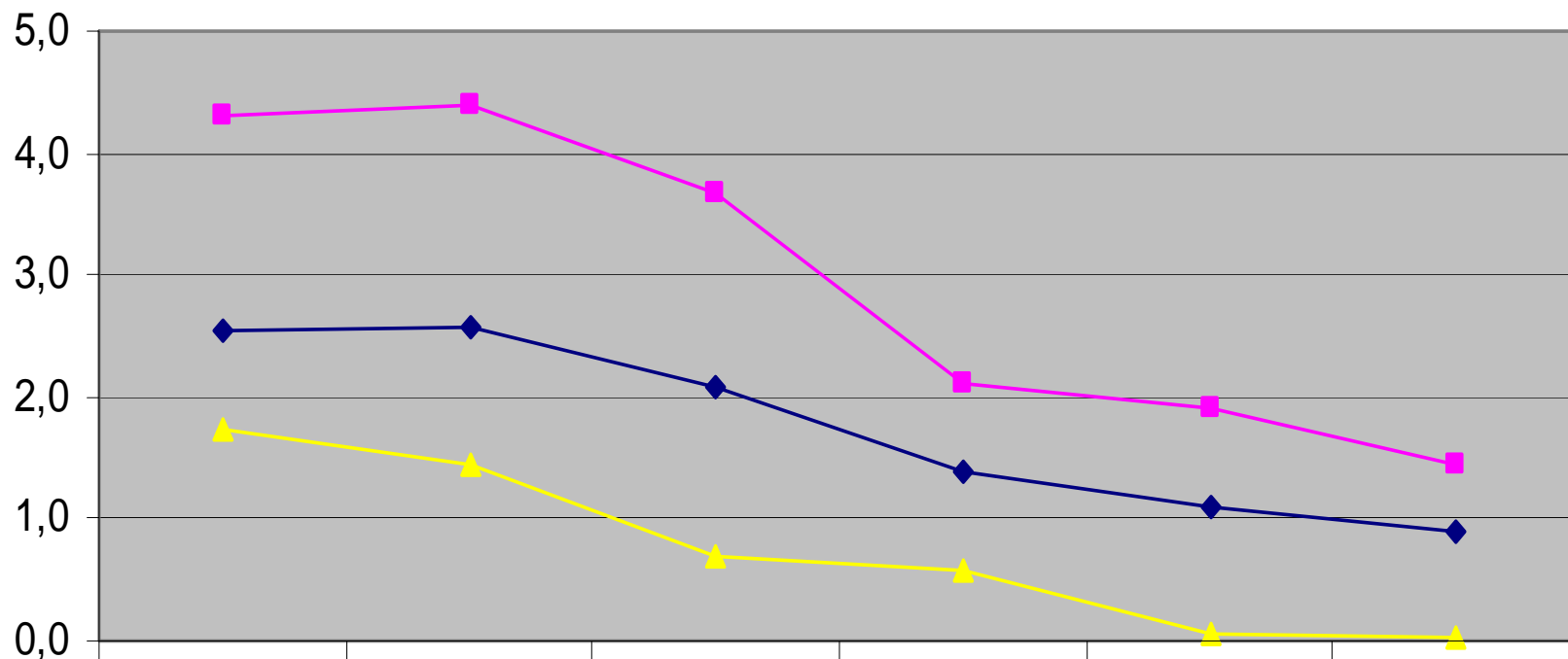
- Au Maroc, la croissance de l'emploi public, qui était apparu à un moment comme une solution au chômage des jeunes diplômés a été abandonnée lors des programmes d'ajustement structurel.
- Le moins d'Etat a engendré moins d'investissements publics et par conséquent moins d'emplois.
- L'Etat qui créait en moyenne par an plus de 40.000 emplois entre 1979 et 1982, n'en créait plus que 10.000 à 15.000 entre 1983 et 1994 et 16.854 en moyenne entre 1995 et 2001 et 7000 à 12000 les dernières années.

- (iii) **La création de ZLE** avec le principal partenaire économique du Maroc, ainsi que celles prévues avec les Etats-Unis, le Groupe d'Agadir(Jordanie, Egypte et Tunisie), la Turquie, et les engagements pris dans le cadre de l'OMC constituent, en effet, de grands défis pour l'entreprise marocaine à la fois à l'intérieur du marché marocain mais aussi sur les marchés traditionnels
- Face à cette situation, le Maroc se trouve confronté aux contraintes de la mise à niveau de son système productif

2- Les déterminants socio- démographiques

- En 2008, la population totale marocaine est estimée à quelques 31,17 millions de personnes..
- **Le taux d'accroissement moyen de cette population est en baisse d'un recensement à l'autre**

Evolution du taux d'accroissement annuel moyen (%) de la population par milieu de résidence



	1960 - 1971	1971 - 1982	1982 - 1994	1994 - 2004	2004 - 2009	2009 - 2030
--	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Ensemble	2,6	2,6	2,1	1,4	1,1	0,9
Urbain	4,3	4,4	3,7	2,1	1,9	1,4
Rural	1,7	1,4	0,7	0,6	0,1	0,04

Ensemble
 Urbain
 Rural

L'évolution de la population légale marocaine par milieu de résidence depuis 1960:

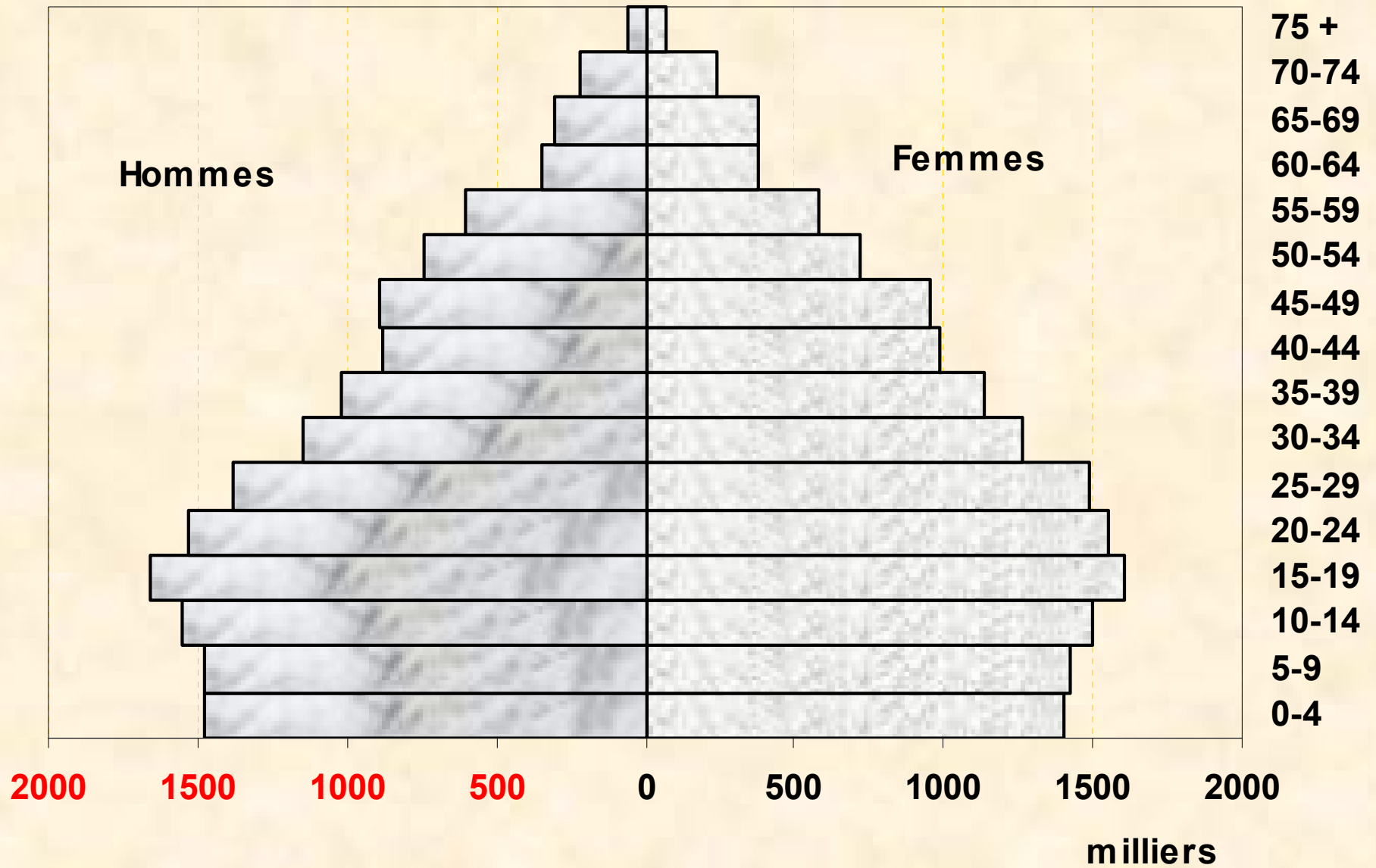
Années	1960	1971	1982	1994	2004	2007	2008
Population totale	11.626.470	15.379.259	20.419.555	26.073.717	29.891.708	30842206	31 177 960
Taux d'accroissement annuel moyen	-	2,58%	2,61%	2,06%	1,38%	1,10%	1,06%
Population rurale	8.236.857	9.969.534	11.689.156	12.665.882	13.428.074	13438015	13 448 748
Population urbaine	3389613	5409725	8730399	13.407.835	16.463.634	17404191	17 729 212
Taux d'urbanisation	29.1%	35.1%	42.7%	51.4%	55.1%	56.4%	56.86%

L'évolution de l'indice synthétique de fécondité par milieu de résidence (1962-2004) :

Source	Milieu urbain	Milieu rural	Ensemble
Recensement général de la population et de l'habitat 2004	2.1	3.1	2.5

Source : CERED

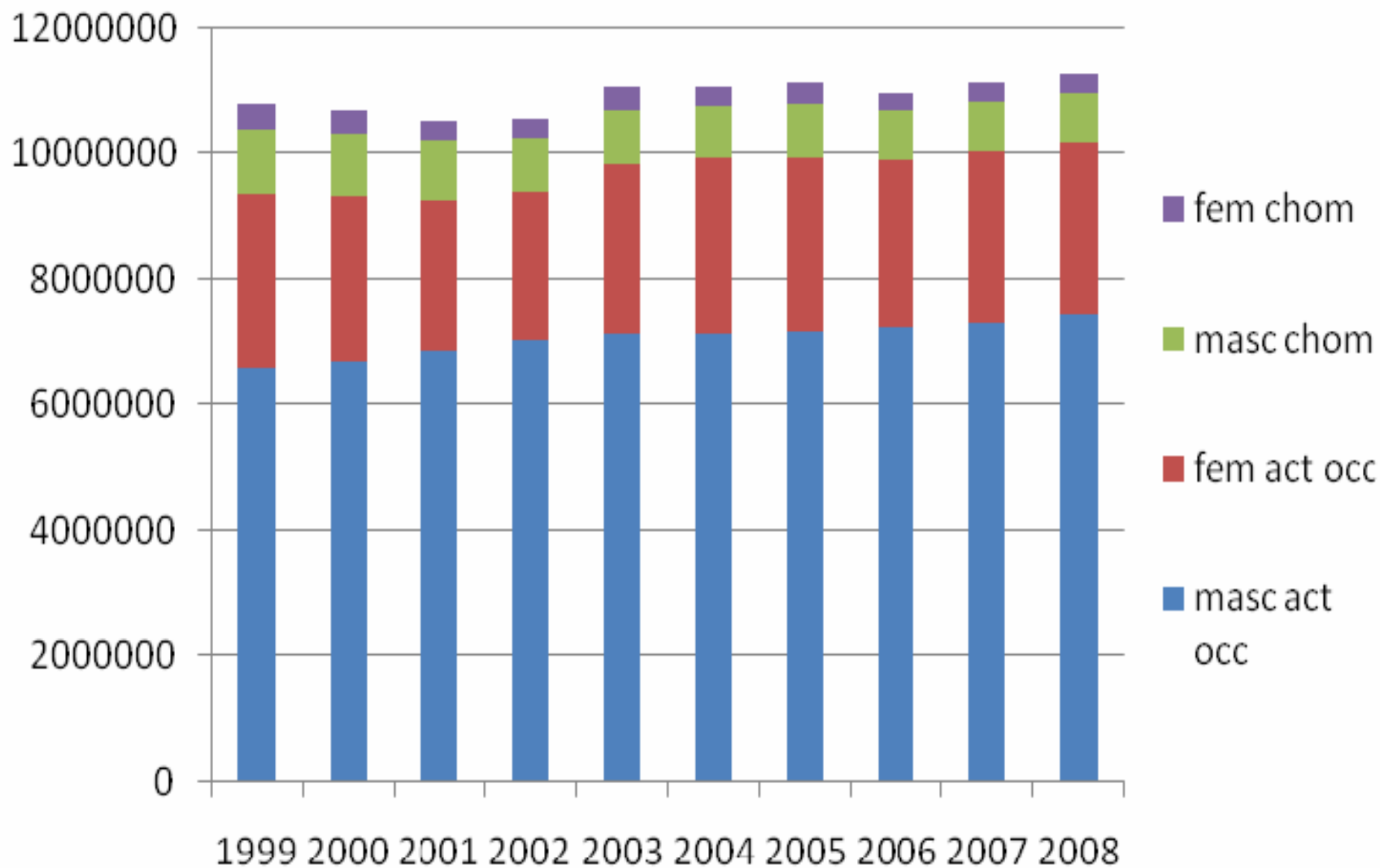
Pyramide des âges de la population totale du Maroc (2009)



- la population en âge d'activité (15 - 59 ans)représentait:
- 48,4% en 1960,
- 49.4 % en 1971,
- 61 % en 2004 et
- 63% en 2008,
- Elle atteindrait son point culminent à savoir 65% aux alentours de 2015.
- Le pays se trouve actuellement dans la phase de **l'aubaine démographique** ou dividende démographique.

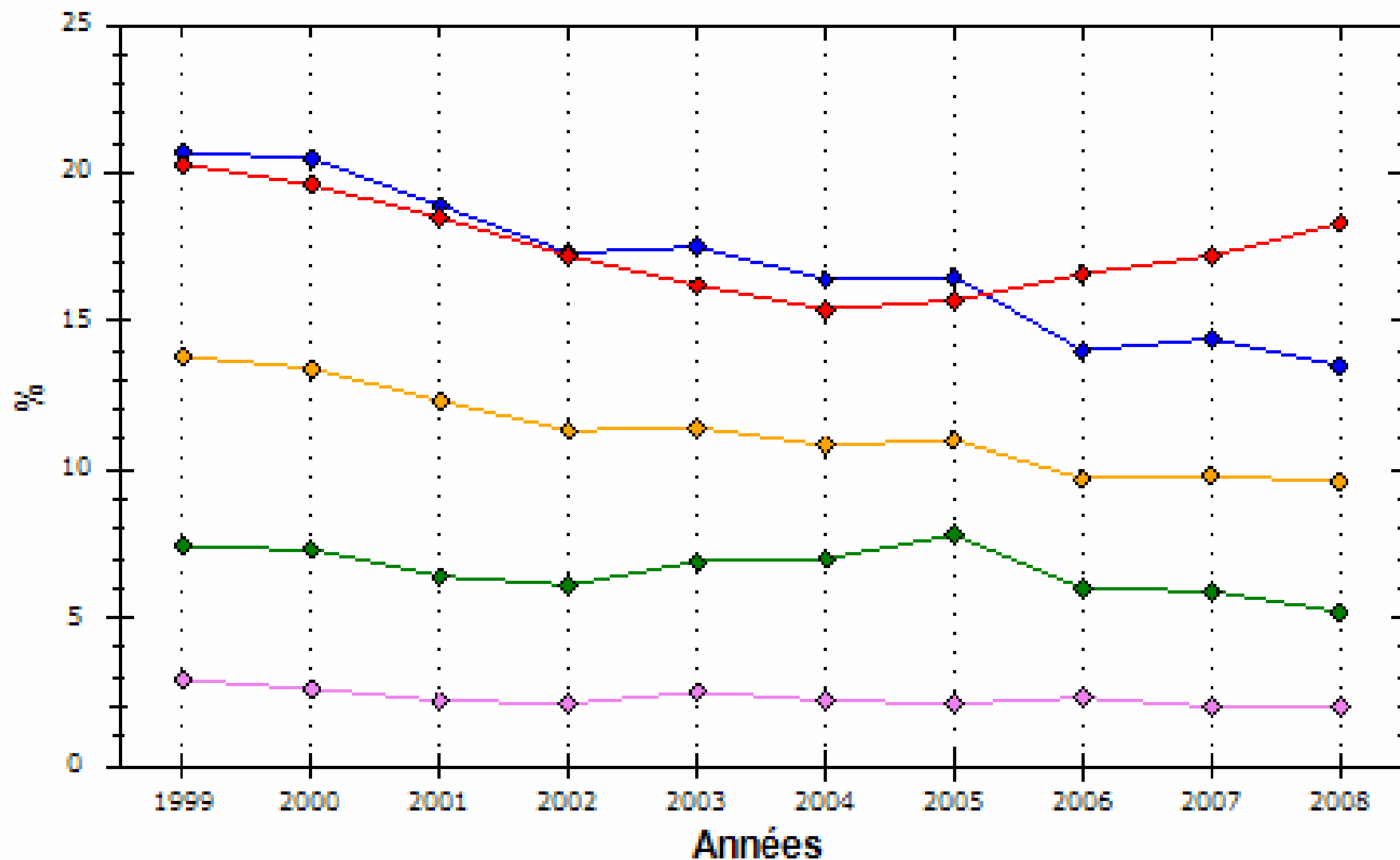
➤ **3- Le chômage au Maroc : évaluation quantitative et qualitative**

Evolution de la population active occupée et en chômage selon le sexe:



Source: différentes enquêtes de l'emploi du HCP

Taux de chômage National selon les tranches d'âge



◆ 15 - 24 ◆ 25 - 34 ◆ 35 - 44 ◆ 45 et plus
◆ Ensemble

- **Les causes du chômage**, selon l'enquête d'emploi de 2008, sont par ordre d'importance:
- - la fin d'études ou de formation (43,2% des cas), signe de l'importance du chômage des diplômés,
- - l'arrêt d'activité et le licenciement (27% des cas),
- - la cessation d'activité indépendante, saisonnière ou pour raison de revenu avec un taux de 13,8%.
- - l'arrivée à l'âge d'activité : (13,2%), signe d'une croissance importante de la population active sous l'effet de cette aubaine démographique que connaît le Maroc.

➤ 4- La politique d'emploi : les grands traits



- L'intervention de l'Etat en matière d'emploi se fait principalement par **un ensemble d'instruments et de mécanismes** :
- (i) une politique démographique visant à atténuer le déséquilibre entre croissance démographique et croissance économique
- (ii) une politique de formation visant à assurer une meilleure adéquation formation- emploi.
- (iii)- Une politique d'intermédiation et de gestion du marché de l'emploi: **la création en 2000 de l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC)** acteur actif dans les politiques publiques de l'emploi en faveur des jeunes.
- (iv) **L'encouragement des initiatives entrepreneuriales et la promotion de l'auto-emploi:** crédit jeunes promoteurs, moukawalati, idmaj, Taâhil, micro-crédits,...

➤ -II-

➤ **La migration au Maroc : un état des lieux**

-1 L'immigration au Maroc

Evolution de la population étrangère au Maroc
1936-1982

1936	1952	1960	1971	1982	2002
265.000	529.000	395.883	111.909	61.935	60.841

Source : La Grande Encyclopédie du Maroc. Vol. Géographie Humaine

Cadres étranger exerçant au Maroc par catégories socio-professionnelles

Catégories socio- professionnelles	Nombre de personnes
Médecins et pharmaciens	619
Ingénieurs	2.140
Professions libérales	2.624
Ecrivains et journalistes	83
Artistes	177
Commerçants	1.727
Directeurs	4.663
Entrepreneurs	820
Investisseurs	677
Agriculteurs	615
Artisans	873
Spécialistes	982
Etudiants	12.129
Total Général	60.841

Source : Direction Générale de la Sûreté Nationale

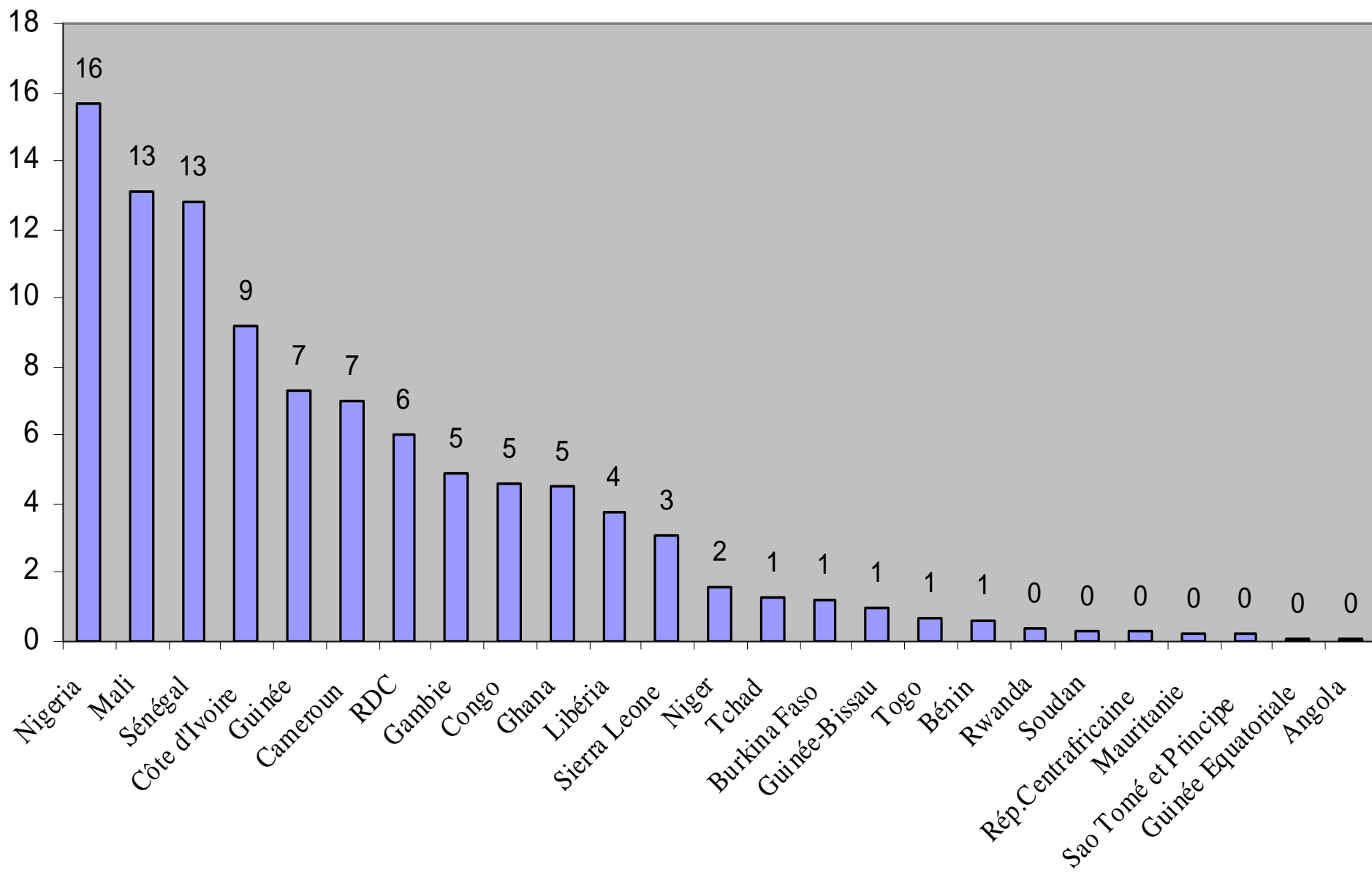
2- Le Maroc, un pays de transit?

Les interceptions des migrants clandestins entre 2000 et 2007 selon l'origine

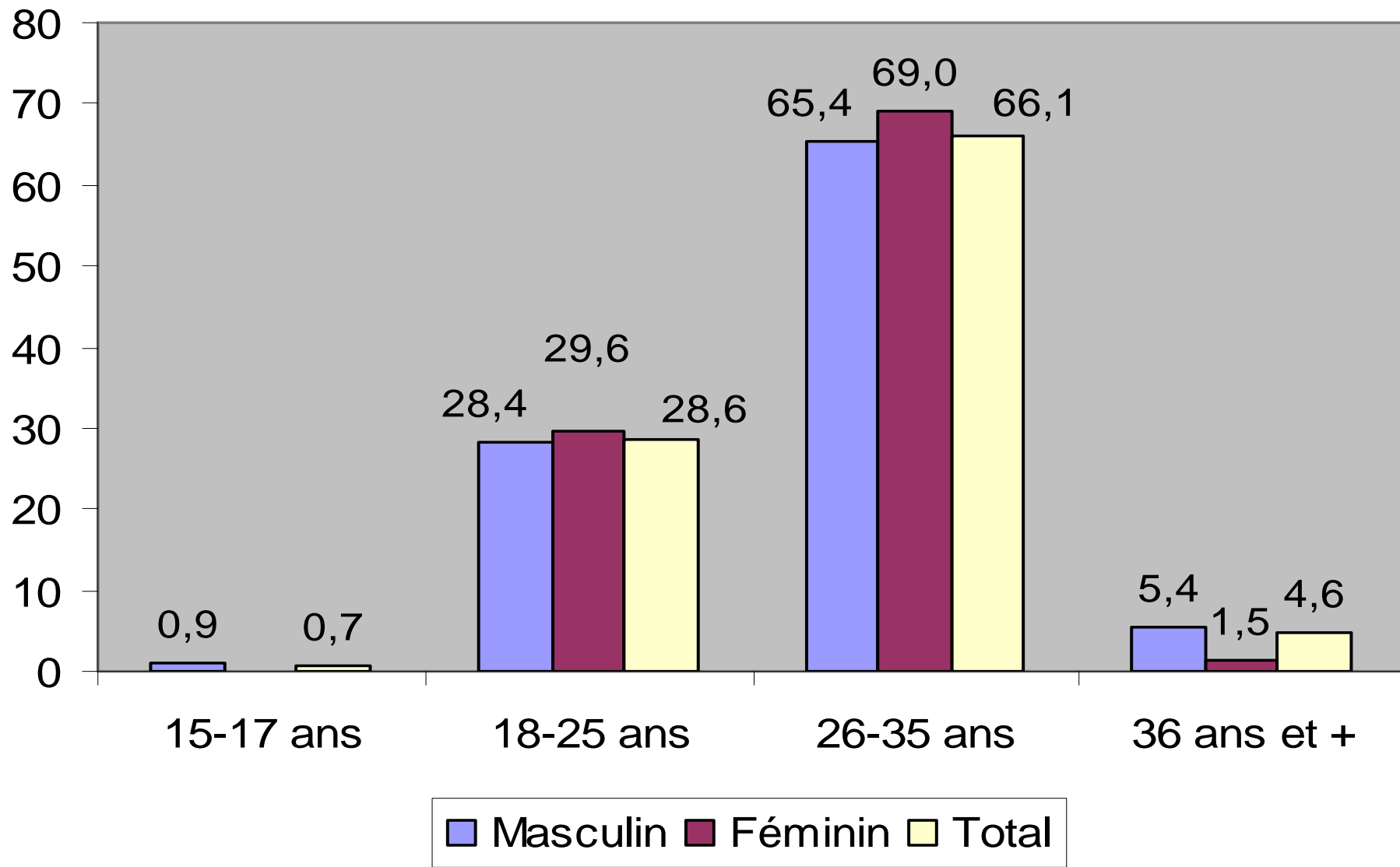
Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Nationaux	9.850	13.002	16.100	12.400	9.353	7.914	7.091	6.619
Etrangers	14.395	15.000	15.300	23.851	17.252	21.894	9.469	7.830
Total	24.245	28.002	31.400	36.251	26.605	29.808	16.560	14.449

Source : Ministère de l'Intérieur, Maroc.

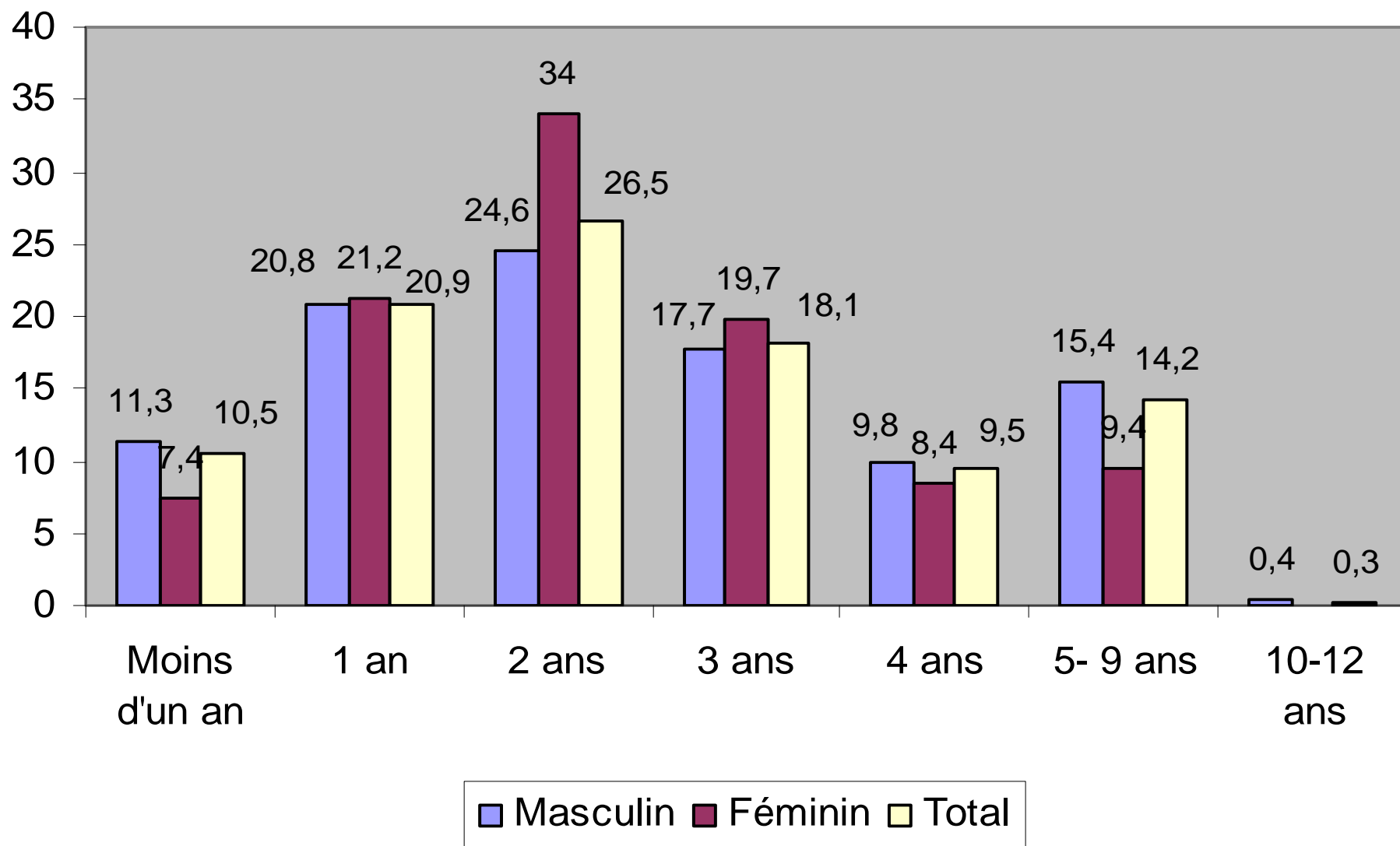
Nationalités d'origine des migrants subsahariens (%) au Maroc



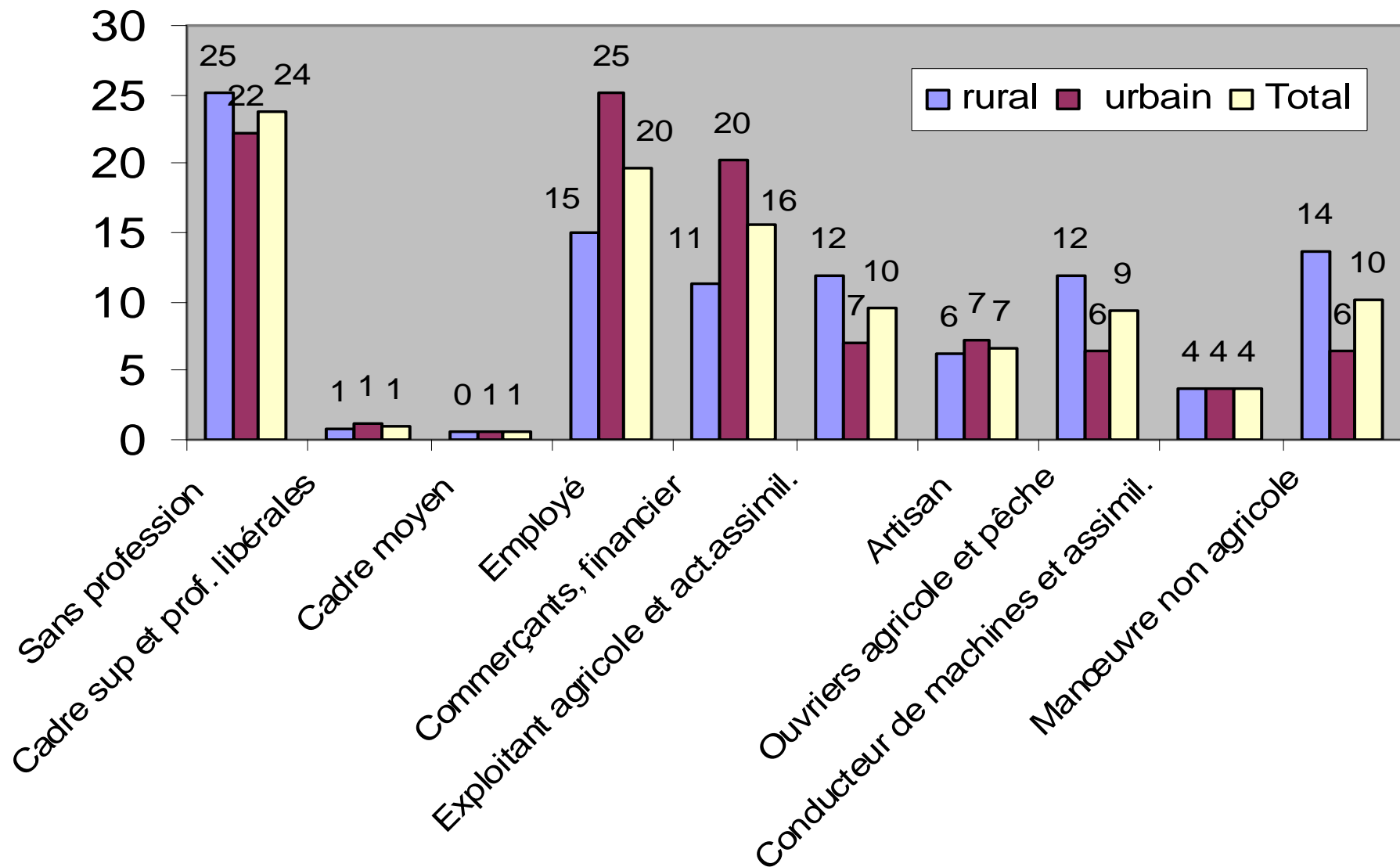
Structure par âge des migrants subsahariens en transit au Maroc (%) selon le genre



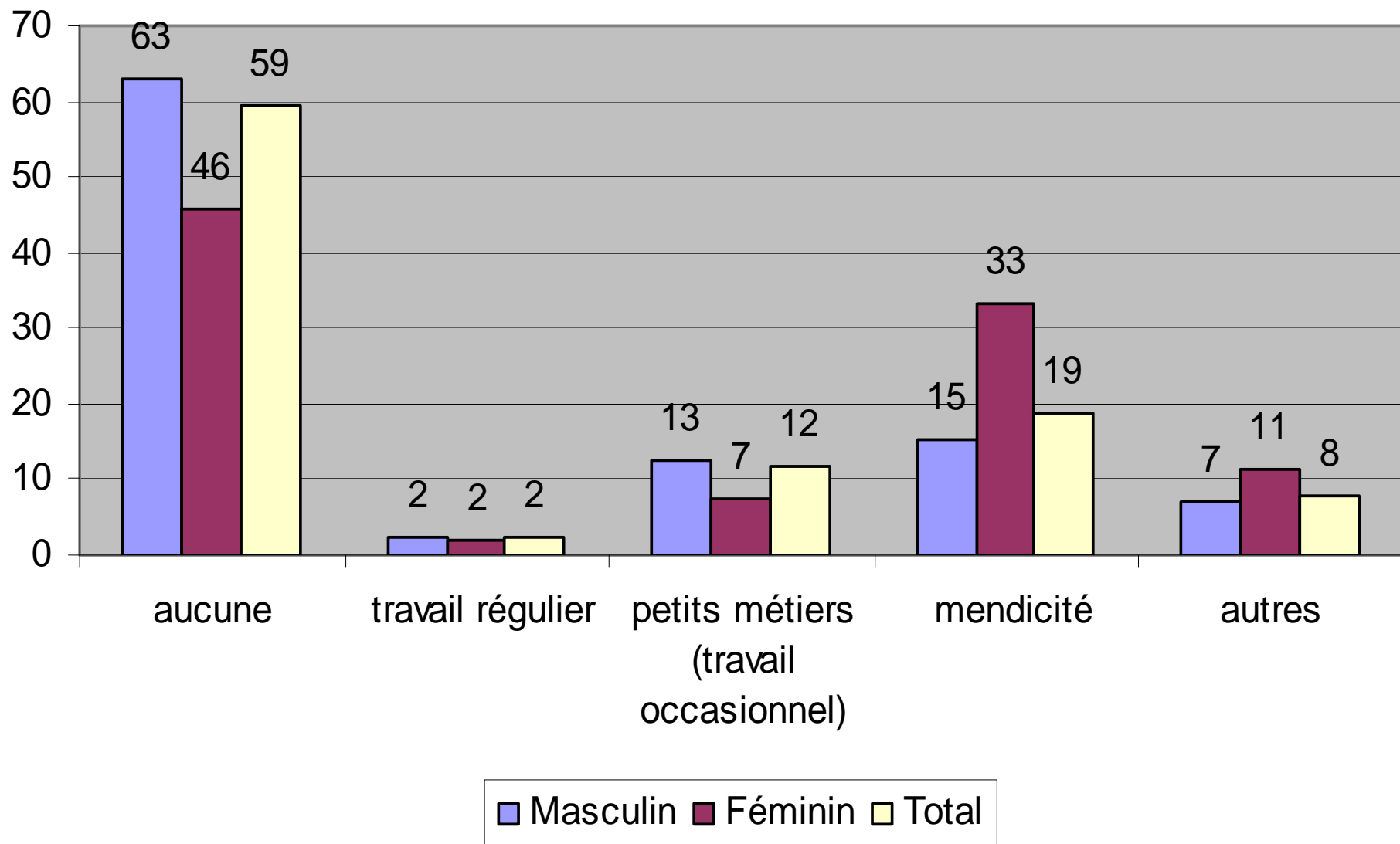
Durée de séjour des migrants subsahariens en transit au Maroc selon le genre (%)



Profession des migrants subsahariens (%) dans le pays d'origine juste avant le départ par milieu de résidence



Source de revenu des migrants subsahariens selon le sexe



➤ 3- L'émigration marocaine

- (i) L'émigration durant les années 60 était essentiellement masculine et individuelle.
- (ii) A partir de 1974, le déclenchement de la crise dans les pays européens était à l'origine d'un renversement des politiques migratoires ; celles-ci vont ralentir les flux de départ des Marocains vers l'Europe.
- (iii) Cette politique restrictive s'est accompagnée de l'apparition de 5 formes d'émigration dont certaines existaient auparavant mais se sont intensifiées depuis :

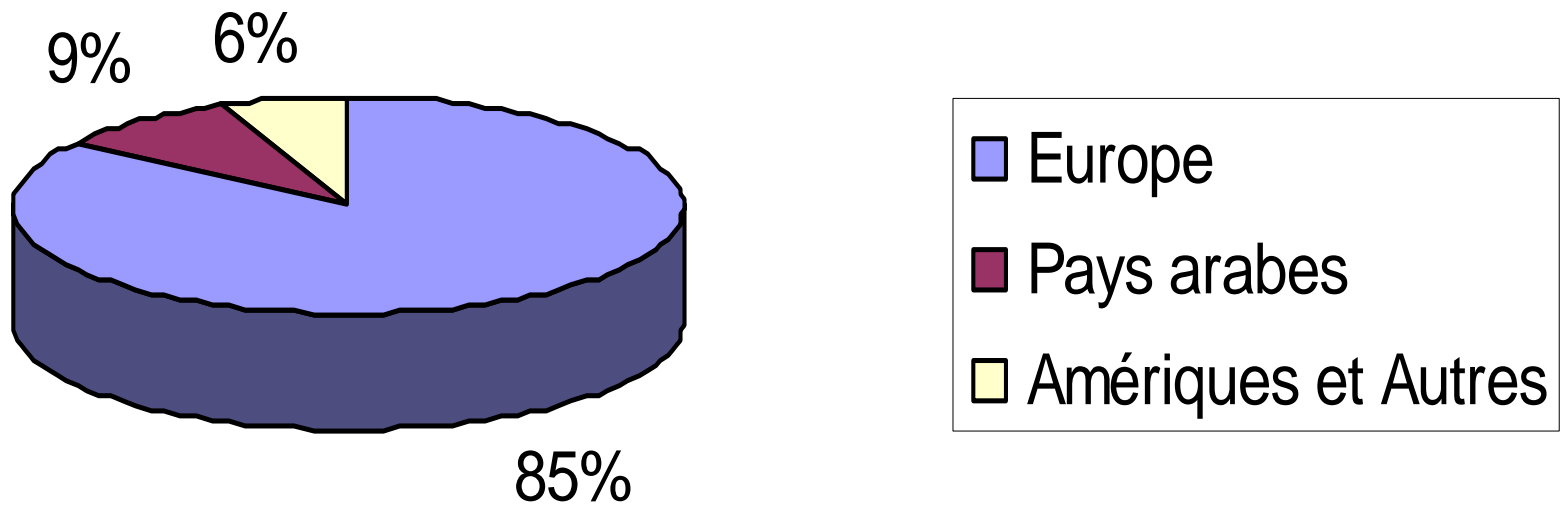
- * **L'émigration dans le cadre du regroupement familial** va prendre le relais de l'émigration individuelle.
- * **L'émigration féminine**
- * Parallèlement à ce flux migratoire, se développait une autre forme d'émigration, **l'émigration saisonnière**
- * Actuellement, les migrants saisonniers se recrutent dans le cadre de formules récentes.
- * **L'exode des compétences**

- * **La migration irrégulière:** Les mesures restrictives prises par l'UE ont eut des effets pervers, ils ont engendré le développement de l'émigration illégale ; les réseaux clandestins prennent ainsi le relais des circuits légaux.
- L'évolution récente du phénomène: nouveaux profils d'émigrés clandestins; les changements constatés se sont opérés au niveau de quatre paramètres :
 - **(i) Le sexe**
 - **(ii) L'âge**
 - **(iii) Le niveau d'instruction**
 - **iv) Les régions d'origine :**
- * **La migration de retour**

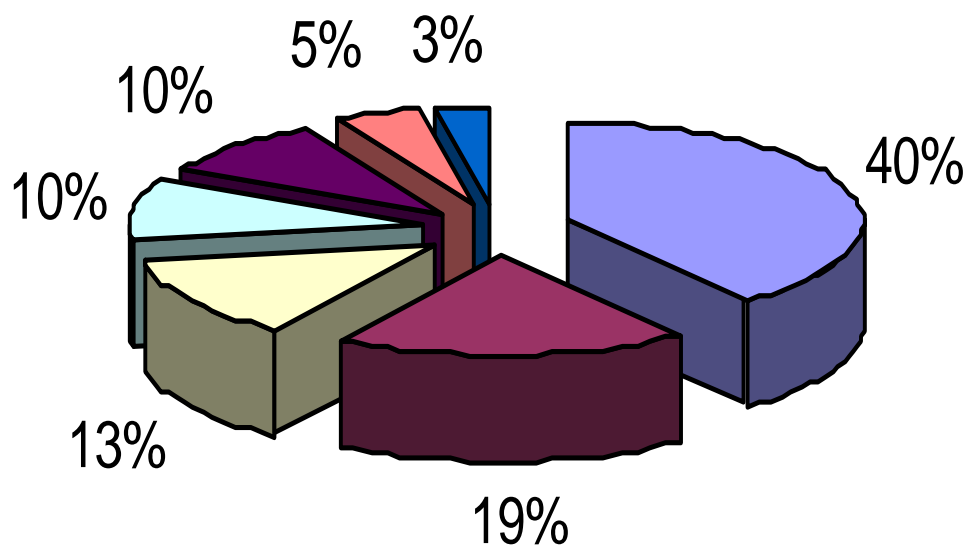
➤ -II-

- **La migration marocaine :**
- **la dimension quantitative**

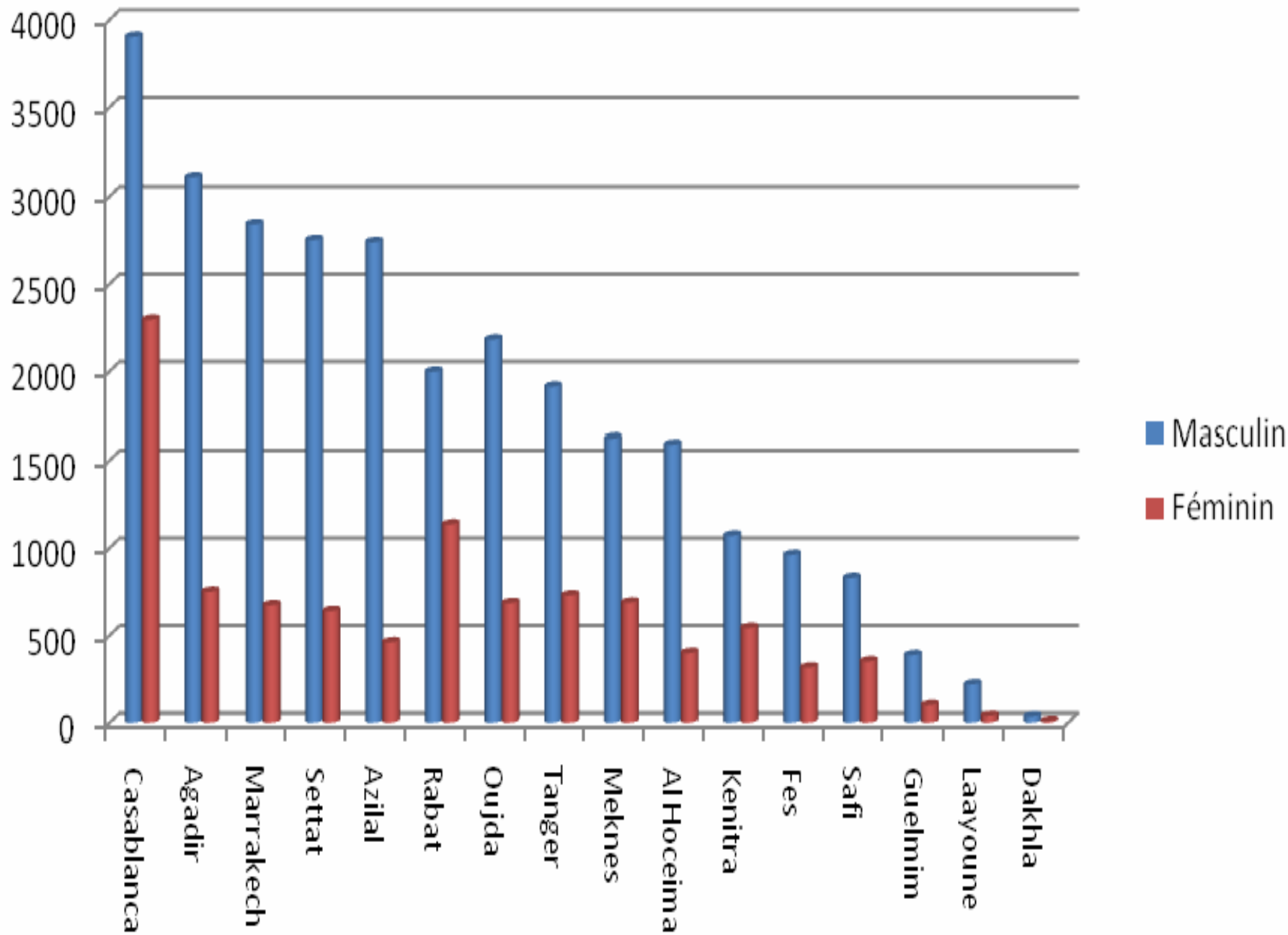
Répartition de la communauté marocaine à l'étranger



répartition de la communauté marocains en Europe en 2007



- France
- Espagne
- Italie
- Belgique
- pays bas
- Allemagne
- autres pays Européens



➤ **-III-**

➤ **Les effets de la migration sur la
société marocaine**

➤ 1- Volume et importance des transferts



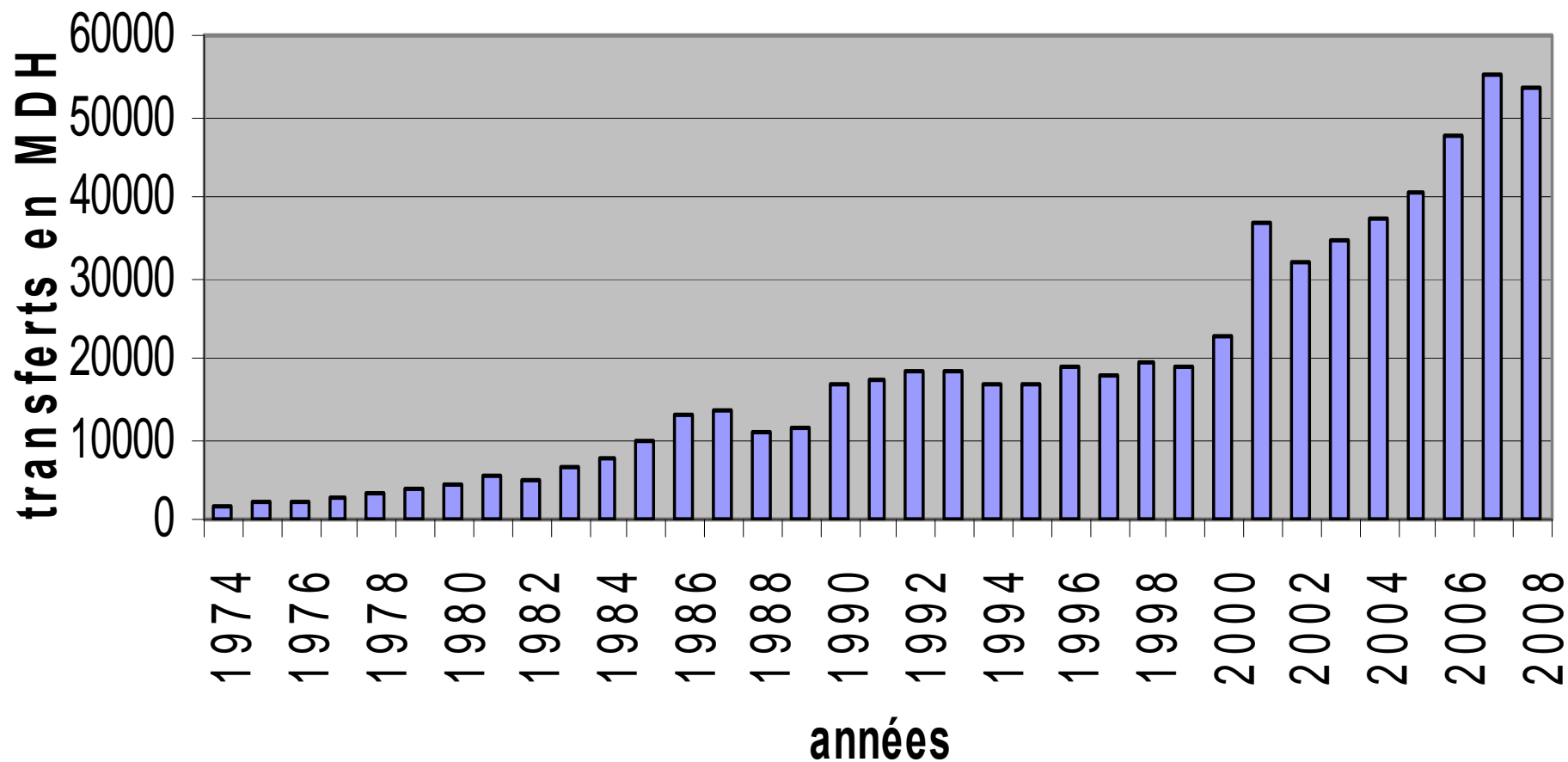
Evolution des transferts en devises des Marocains à l'étranger entre 1968 et 2007

(En millions de dirhams)

1 Euro= 11 dirhams environ

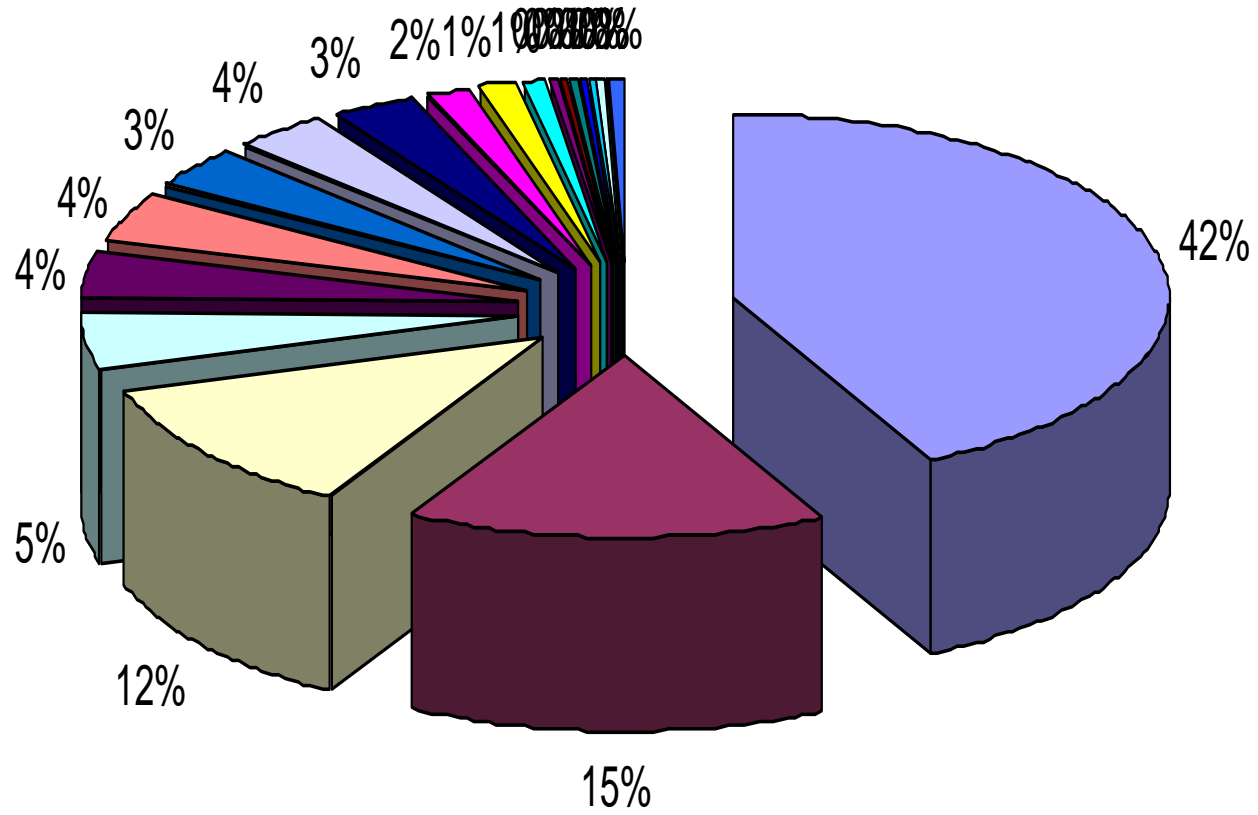
<i>Années</i>	<i>Montants</i>	<i>Variations</i>
<i>1974</i>	<i>1557,2</i>	<i>52,5</i>
<i>1975</i>	<i>2.159,6</i>	<i>38.7</i>
<i>1980</i>	<i>4.147,6</i>	<i>12.2</i>
<i>1985</i>	<i>9.732,2</i>	<i>26.7</i>
<i>1990</i>	<i>16.537,2</i>	<i>45.8</i>
<i>1995</i>	<i>16.819,9</i>	<i>0.03</i>
<i>2000</i>	<i>22.961,6</i>	<i>20,8</i>
<i>2001</i>	<i>36.858,1</i>	<i>60,5</i>
<i>2002</i>	<i>31.707,9</i>	<i>-14,0</i>
<i>2003</i>	<i>34.733,8</i>	<i>9,5</i>
<i>2004</i>	<i>37 422,5</i>	<i>8,2</i>
<i>2005</i>	<i>40 737,7</i>	<i>8,9</i>
<i>2006</i>	<i>47 833,8</i>	<i>17,4</i>
<i>2007</i>	<i>55.000,7</i>	<i>15,0</i>
<i>2008</i>	<i>53.680,7</i>	<i>-2,4</i>

Evolution des transferts des MRE entre 1974 et 2008



■ transferts

répartition des transferts des MRE par pays en 2007



- France
- Espagne
- Italie
- Etats-Unis
- U,E,L,B
- Pays Bas
- Allemagne
- GB
- E,A,U
- A, Saoudite
- suisse
- canada
- norvège
- koweit
- danemark

Ventilation des transferts sociaux par pays en 2007

(En millions de Dirhams)

	PENSIONS ET ALLOCATIONS FAMILIALES	DONS, legs et SECOURS	AUTRES TRANSFERTS	TOTAL
France	3015,2*	83,8	455,2	3 554,2
PAYS BAS	917,3	6,6	23,3	947,2
U.E.B.L	633,1	27,2	48,4	708,7
Allemagne	118,0	50,6	67,5	236,1
AUTRES PAYS	361,4	269,7	527,5	1 158,6
Total	5045,0	437,9	1 121,9	6 604,8

Source : Office des Changes

➤ 2- Les affectations de ces transferts



- **5- Les affectations de ces transferts**
- L'immigré a un comportement économique assez typé
- **Les secteurs privilégiés**
- **L'immobilier** demeure le secteur dominant dans les investissements des immigrants.
- Les motifs de ce choix paraissent évidents :
 - - Cet investissement a une valeur **affective**,
 - - Il constitue une véritable **sécurité** dans la perspective de retour.
- Une fois cet objectif atteint, le critère de **rentabilité** conditionne les autres choix des secteurs d'investissement.
- D'autres paramètres peuvent intervenir dans le choix des secteurs investis, telles la connaissance du secteur et les relations que peut avoir l'immigré pour s'introduire dans le secteur

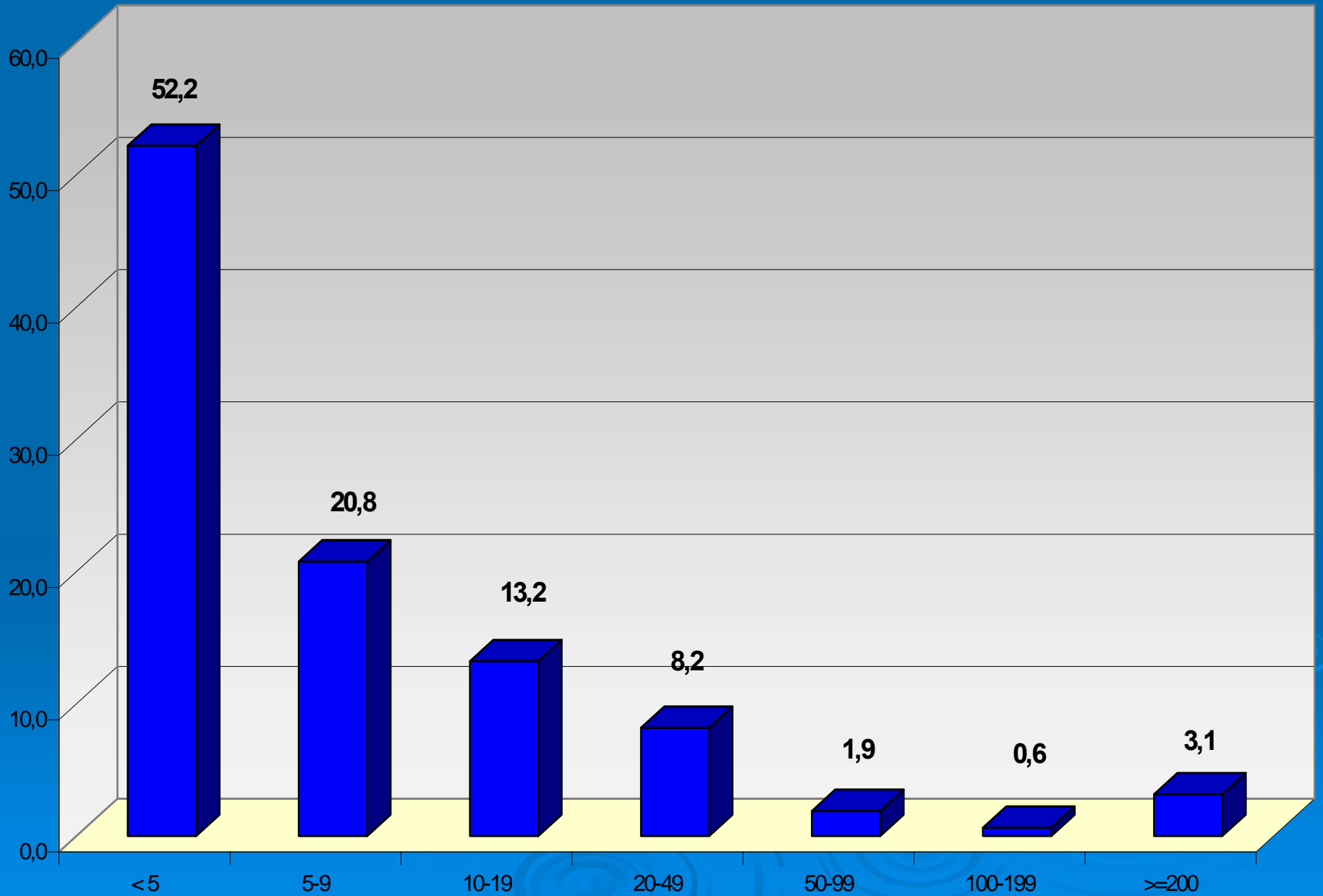
(i) Les investissements dans le logement

- ▶ **Meilleure condition de logement engendre une meilleure reproduction de la force de travail**
- ▶ **Animation du marché foncier et immobilier**
- ▶ **Accélération, du processus d'urbanisation**
- ▶ **Des effets multiplicateurs nombreux du secteur**

(ii) Les investissements dans l'agriculture

- ▶ **Des effets controversés**
- ▶ **Le départ des jeunes peut engendrer le déclin de l'économie agricole**
- ▶ **Extension de la superficie agricole**
- ▶ **Modernisation des moyens de production**

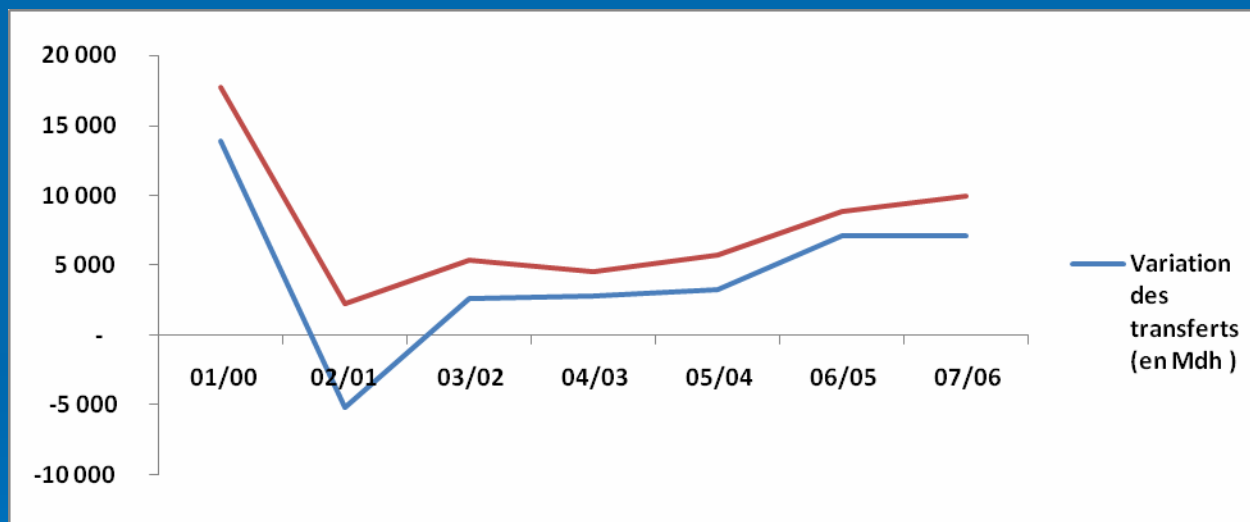
Ventilation des projets selon les tranches d'emploi permanent

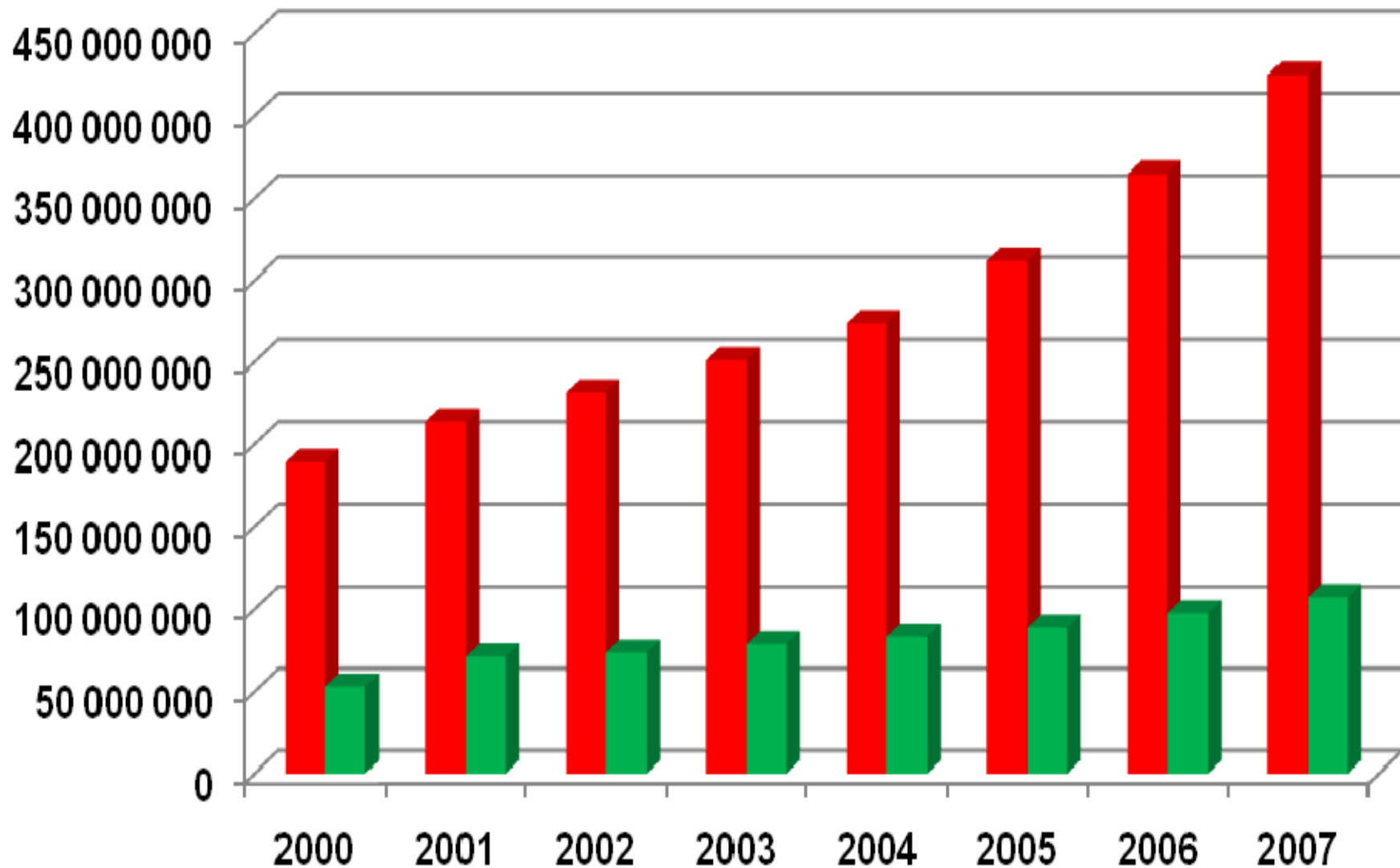


(iii) Impact sur le système bancaire

- Plus des deux tiers des transferts se sont effectués par virements bancaires alimentant ainsi les comptes détenus au Maroc.
- 22,3% des dépôts des banques,
- 17,90% des ressources des banques, et
- 22,40% des dépôts non rémunérés des banques.

Évolution parallèle des variations annuelles des dépôts des banques et des transferts MRE (en milliers de Dhs)





■ Total Dépôts hors Comptes Courants

■ Total Dépôts MRE

2- Impact sur la famille

(i) Effets sociaux notables en particulier sur l'amélioration du niveau de vie et réduction de la pauvreté.

- **Les transferts comme filet de sécurité:** baisse du niveau de la pauvreté de 23,2% à 19% de la population.
- 1,2 millions de Marocains échappent à la pauvreté grâce aux envois de fonds sous forme de transferts et d'investissements.

3- Les transferts collectifs, un levier pour le développement local

-
- Les migrants peuvent participer d'une manière active au développement régional à travers leur contribution à des projets **de développement local**. L'expérience menée au Maroc par Migration et Développement.

Conclusion

L'apport de la migration est indéniable, mais le coût est aussi important: départ de jeunes, exode de compétences,...

Difficile de dresser un bilan de la migration

La problématique migratoire sous le poids des nouvelles politiques forgées de part et d'autre de la Méditerranée appelle une nouvelle approche mettant en exergue ses incidences sur les sociétés de départ.

Cela suppose une **révision par les diverses institutions de la perception du rôle actuel et potentiel des migrants. Ces derniers doivent être considérés, aussi bien dans les pays d'accueil que dans les pays d'origine, comme **des partenaires appuyant les efforts de développement dans leur pays d'origine et dans les pays d'accueil.****